ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973

Pour un nouveau contrat social dans une France libre

Pour le soutien au Président de la République



Michel CASIER

Candidat dans la 3e circonscription de l'Essonne
Membre du bureau exécutif du Mouvement Présence Socialiste
Suppléante : Jacqueline DURAND



Groupés depuis 18 mois dans le Mouvement « Présence Socialiste »

NOUS SOMMES :

D'abord des républicains sincèrement soucieux de la permanence et du bon fonctionnement de nos institutions, respectueux des convictions individuelles, tolérants, et ne connaissant ni la haine ni la peur. La plupart d'entre nous ont été des militants engagés dans le Socialisme Français, en réformistes conséquents, c'est-à-dire hostiles aux actions personnelles provocantes, publicitaires et théâtrales. Nous n'avons et n'aurons rien de commun avec le nouveau parti dont le premier Secrétaire est M. Mitterrand, qui n'a ni notre estime ni nos opinions. Il est trop tardivement intervenu dans l'action socialiste pour que nous prenions sa convertion au sérieux et ses oracles comme notre devenir. A la suite de manœuvres de Congrès, il s'est emparé de la direction du parti socialiste, qui n'a, à quelques exceptions, plus rien de commun avec notre passé. En effet, avoir accepté de signer un programme commun « d'union de la gauche » avec le Parti Communiste est une faute impardonnable et redoutable pour l'avenir de la France et de nos libertés.

Toute l'histoire d'après-guerre nous a appris où conduit une telle alliance et nous rappelle le sort des Etats dans lesquels les socialistes, naïvement et stupidement, ont forgé leur propres chaînes et du même coup, plongé leur pays dans la dictature communiste.

Nous sommes, globalement et fondamentalement, opposés à une telle coalition dangereuse pour l'avenir de nos libertés. Si les communistes veulent aujourd'hui une union, la méthode n'est ni nouvelle ni originale, c'est essentiellement unir pour dominer : la gauche d'abord, le pays ensuite ! Le programme commun se propose de concentrer tous les pouvoirs entre les mains de l'Etat, lui-même en totalité livré à l'appareil syndical et politique des communistes. Les promesses d'amélioration sociale ne seraient pas supportables pour notre économie et la France, dont la prospérité actuelle fait l'étonnement et l'admiration des étrangers, connaîtrait une crise économique et un chaos comparable à celui que le Chili traverse pour avoir confié le pouvoir à une équipe socialo-communiste.

En essayant de présenter comme coupables tous ceux qui ne pensent pas comme eux, en insinuant que les mobiles de l'action des hommes libres sont déterminés par des questions sordides et serviles, en travestissant la vérité jusqu'à parler de « trahison » envers la classe ouvrière, le fait de refuser de la laisser enchaîner; les communistes ne peuvent nous convaincre, qu'il n'y a pas, qu'il n'y aura pas d' « alternance » seulement soumission, persécution, misère et désespoir. Aidez-nous alors à faire le barrage nécessaire quand il en est temps, et sans effusions de larme ni de sang.

DANS LA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Nous devons nous situer aussi clairement vis-à-vis de la majorité parlementaire sortante. Toute notre action politique témoigne du soutien que nous avons apporté à M. Georges Pompidou, Président de la République. Dans ses discours, il a souhaité une politique d'élargissement de majorité parlementaire sortante. Nous avons l'ambition de grouper au sein de celle-ci un vaste mouvement travailliste, d'inspiration conforme aux traditions du socialisme français, et reconstituer un véritable parti socialiste réformiste, dont l'exercice est indispensable au jeu normal des institutions démocratiques.

Il faut renouveler, de l'intérieur, les contours de la majorité; l'erreur serait d'exploiter la méfiance légitime des Français envers le communisme pour leur imposer des hommes de droite ou de centre droit. C'est sur le terrain social, là où l'homme s'est confronté avec la vie, le travail, la famille, le logement, l'alimentation, l'environnement que doit être mené l'effort de démystification du communisme, et de tous les aventuriers qui dramatisent la situation pour exploiter la misère à leur profit.

POUR UNE SOCIETE NOUVELLE

Le capitalisme libéral a subi de telles transformations, le socialisme a acquis tant d'expérience qu'il faut souhaiter que la Société nouvelle se dégage des contradictions ou des conflits du 19e siècle. Nous savons qu'il faudra toujours travailler pour vivre; mais nous souhaitons que l'action à entreprendre ne se limite pas à des revendications uniquement salariales. A la crise de croissance de nos sociétés, il faut une prise de conscience des responsabilités de chacun et établir des liens plus solidaires et plus fraternels entre Français. Cela se fera par la participation à tous les degrés et par la CO-GESTION dans les entreprises.

L'EDUCATION NATIONALE

Dans ce but, il faudra poursuivre et améliorer l'effort d'éducation nationale et faciliter l'accession de tous à la connaissance afin que chacun ait au départ de la vie les mêmes chances et que les seuls mérites distinguent ultérieurement les hommes. Une jeunesse saine, heureuse, laborieuse, doit poursuivre l'effort entrepris. Elle contribuera à assurer une vieillesse tranquille à ceux qui les ont précédés. Il faut que le 1er Budget de l'Etat reste celui de l'Education Nationale au service de notre jeunesse.

LA CONDITION DE LA FEMME

La condition de la femme doit être à l'égal de celle de l'homme, non seulement dans la vie professionnelle pour les salaires et les qualifications mais aussi dans la libre disposition d'elle-même, juridiquement et biologiquement. Nous sommes depuis toujours les partisans convaincus de la maternité consentie, du divorce par consentement mutuel, de l'accession des femmes à tous les emplois.

LES NATIONALISATIONS

Par contre, nous ne sommes pas partisans de l'extension des nationalisations à des secteurs autres que ceux qui sont du service public. L'intrusion de la politique dans l'Economie en fausserait les lois et sans bénéfice pour la collectivité. De même nous devons dénoncer toutes les formes de corporatisme qui subsistent encore et qui bloquent la société, notamment dans l'administration.

LE SYNDICALISME

Il suffit d'observer les différences fondamentales qui existent aujourd'hui dans le mouvement syndical et dans l'action ouvrière entre la C.G.T. communiste et Force Ouvrière pour mieux comprendre notre choix politique. L'heure des révolutions est depuis longtemps close. Le communisme dans sa forme actuelle, appartient au passé et non à l'avenir. La haine entretenue entre les hommes, comme entre les nations n'a jamais été un moyen d'action du socialisme et la fin ne justifie pas les moyens comme ceux utilisés par les régimes soviétiques : la police politique, la prison, l'asile d'aliénés et les camps de concentration sibériens.

LA STABILITE DES INSTITUTIONS

Le Général de Gaulle à la mémoire duquel nous rendons le plus respectueux hommage a su briser un vieille routine conservatrice qui, en aggravant nos divisions, en provoquant l'instabilité de nos institutions, poussait inexorablement la République Française vers le malheur. Son œuvre n'est pas un monopole surtout pas celui de ceux qui paradoxalement aujourd'hui oublient qu'ils ont été les artisans de son départ des affaires. Mais sa conception sociale, les réformes qu'il a réalisées, ont transformé dans un sens socialiste notre société. C'est pourquoi nous avons notre place dans cette majorité qui veut se réclamer de lui; c'est plus encore parce que nous sommes socialistes que notre vigilence dans cette majorité sera indispensable. Aidez-nous par votre vote à l'affirmer.

L'EUROPE

Ainsi en sauvegardant nos libertés, nous pourrons plus facilement construire l'Europe de demain. La réconciliation franco-allemande, comme l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun sont à l'actif de la Ve République. Nous aiderons de notre mieux à déborder l'aspect économique pour construire par étape une Europe politique, solidaire du monde libre.

Plûtot qu'un programme communiste dont chacun peut méditer les contradictions et les impossibilités, la déclaration de nos intentions est nette et éclairera votre choix les 4 et 11 mars prochain.

LA T.V.A.

Le Taux de cet impôt indirect doit être progressivement abaissé, voir supprimé, en premier lieu sur les médicaments. On ne spécule pas avec la maladie.

L'ESSONNE

Premier département par sa poussée démographique, l'Essonne est un chantier posant de nombreux problèmes qu'il faut mener de front. L'Education Nationale, la création de villes nouvelles, la création d'emplois en sont les exemples. Il faut humaniser ce département en protégeant la nature et l'environnement, en évitant la création des « cités dortoirs » déprimante.

VOTEZ POUR LE PROGRES SOCIAL DANS LE CALME ET LA LIBERTE.

Vu le Candidat